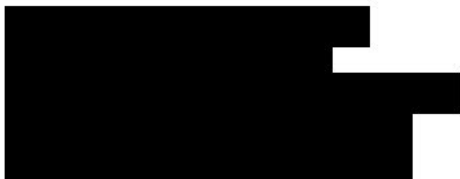


Québec, le 12 mai 2026



Objet : Demande d'accès aux documents
N/Réf : 2026-04-23-003

Madame,

La présente fait suite à votre demande d'accès aux documents reçue par courriel le 22 avril dernier concernant l'entreprise Clos Lambert Inc., située au 857, chemin Terrebonne, Lévis, Québec, G6Z 2K9.

À cet égard, il appert de l'analyse du dossier que nous ne pouvons y répondre que partiellement. En conséquence, vous trouverez ci-jointes les informations accessibles en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) ci-après « Loi sur l'accès », détenues par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Dans les documents qui vous sont transmis, je vous informe que certains renseignements ont été caviardés en application des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès. En effet, ces dispositions ne nous permettent pas de donner accès à certaines informations puisqu'elles renferment des renseignements personnels, lesquels sont confidentiels au sens de cette loi.

Enfin, conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours de cette décision. Vous trouverez ci-joint les dispositions de la Loi sur l'accès mentionnées dans la présente.

Pour toute information, vous pouvez contacter monsieur David Dubé, adjoint à la responsable de l'accès à l'information, par téléphone au 418-380-2136 ou par courrier électronique à accesinformation@mapaq.gouv.qc.ca.

Veuillez recevoir, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Sabrina Marino
Secrétaire générale
Responsable de la Loi sur l'accès

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

(Chapitre A-2.1)

Article 53

Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

Article 54

Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

Article 59

Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent:

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° à une personne qui est autorisée par la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 125, à utiliser ce renseignement à des fins d'étude, de recherche ou de statistique;

6° (*paragraphe abrogé*);

7° (*paragraphe abrogé*);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

Article 51

Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

Article 135

Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai.



Date: 2023-08-09

Heure d'arrivée: 13:00

Numéro du rapport d'inspection: 3611875

Raison de la visite: Insp. plainte (04)

Exploitant: CLOS LAMBERT INC

Établissement: Sans objet

Bannière: Sans objet

Responsable:

Adresse de l'établissement: 690 ROUTE DE LA RIVIERE ETHEMIN, LEVIS, G6Z2K9

Numéro de dossier:

Numéro spécifique: Sans objet

Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, chapitre P-29)

REMARQUES

Inspection sur un terrain en friche près du 690 Route de la rivière Etchemin , présence de quelques carcasses de volailles en état de décomposition avancé.

M.Lambert propriétaire du terrain a été rencontré , celui-ci n'était pas informé de la présence des carcasses et n'a aucune idée d'où elle proviennent., le terrain est isolé et facilement accessible ce qui incite des individus à aller porter des déchets de toute nature sur son terrain. M.Lambert songe à installer des dispositifs de surveillance pour dissuader les personnes à poser de telles gestes de vandale.

Des photos des lieux ont été prises .

AUTRES CONSTATATIONS No 22 605

Mauvaise disposition carcasses

Inspection sur un terrain en friche suite à un signalement de présence de carcasses de poulets .

MESSAGE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Un manipulateur d'aliments présentant un ou plusieurs symptômes de gastroentérite (vomissements, diarrhée, nausée, jaunisse, etc.) devrait être retiré du milieu de travail. Il peut réintégrer ses tâches 48 heures après l'arrêt complet de ses symptômes ou, s'il y a lieu, selon l'avis du médecin.

Lorsqu'un prélèvement d'échantillons est réalisé pendant une visite d'inspection, les résultats qui en découlent vous seront communiqués seulement s'ils se révèlent non conformes aux critères analytiques établis.

Agissons ensemble dans la lutte au gaspillage alimentaire !

Pour en savoir plus visitez le : www.mapaq.gouv.qc.ca/gaspillage-alimentaire-conseils

IDENTIFICATION DE L'INSPECTEUR

Nom de l'inspecteur: MARIO BINET

Adresse: 675, ROUTE CAMERON, SAINTE-MARIE, G6E3V7, (Québec)

Téléphone: 418 386-8191 poste 1564

Télécopieur: 418 386-8099

Courriel : Mario.Binet@mapaq.gouv.qc.ca

Un exemplaire de cet acte a été expédié par la poste à Clos Lambert, St-jean Chrystome

Fait à SAINTE-MARIE ce 2023-08-09

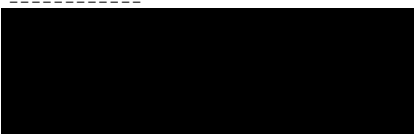
Signature :







PLAIGNANT :



Dossier plainte no 1177557

ÉTABLISSEMENT IMPLIQUÉ :

Nom : inconnu

Adresse : Route de la rivière Etchemin

Municipalité : LEVIS

BAK: inconnu

RÉCEPTION :

Plainte transmise : AUTRE

Autre source : Centrale de signalement

Transféré à le

PRIORITÉ : 96

Date_réception	Recue_par	Dir	Adm_Reg	Adm_Loc
2023-08-08 16:00:01	BINET MARIO	23	1	13
2023-08-08 13:34:49	FILLION JOANIE	23	1	8
2023-08-07 16:37:01	JETTE CAROLINE	8	6	2

MOTIFS :

PRODUITS IMPLIQUÉS :

ANIMAUX MORTS

Description complémentaire :

Description complémentaire :

Adresse visée : Près de la route de la rivière
Etchemin, Lévis. (Voir les photos)Description : Plusieurs carcasses de volailles
(ressemblent à des poules) très décomposées, dans
le bois. Présence d'œufs qui ressemblent à des
œufs de poules.

INTERVENTIONS :

No visite	Date visite	No dem.anal.	No expl	No enti	Nom expl
3611875	2023-08-09	0	2835343	1	CLOS LAMBERT INC.

INSPECTEUR(S) AYANT PRIS CHARGE DE LA PLAINTÉ :

Nom insp

Prise en charge

MARIO

BINET

2023-08-08 00:00:00

DÉBUT TRAITEMENT DE LA PLAINTÉ : 2023-08-08

CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS :

Conclusion : Des carcasses de volailles ont été déposés par des inconnus sur un terrain isolé , le propriétaire du terrain
prendra des mesures pour que de telles gestes se répète .

Résultat de l'évaluation du produit :

Responsabilité :

Plainte fondée : F

Retour information au plaignant : 2023-08-09 00:00:00

Plainte réglée le : 2023-08-09

* * * FIN DU RAPPORT * * *